

---

# LES ENJEUX EUROPEENS

## 1992-2007

---

La disparition du système communiste ouvrit de nouveaux horizons à l'Europe qui put envisager d'élargir sa construction en intégrant la partie orientale. La levée du rideau de fer débouchait donc sur une réconciliation générale qui se concrétisa en partie. Toutefois, l'effondrement du communisme impliqua aussi, en Europe balkanique, le réveil des sentiments nationalistes trop longtemps étouffés par la chape de plomb idéologique qui fit revivre, à l'Europe, les temps de guerre et de massacre.

Ce fut la raison pour laquelle l'Europe fut soumise à un double processus de réconciliation dans le cadre de l'élargissement de la construction européenne à l'Europe de l'est, tandis que dans les Balkans la mise à vif des nationalismes fut à l'origine d'éclatements et de guerres.

### **I - ÉLARGISSEMENT ET LIMITES.**

Dès lors que les anciennes démocraties populaires avaient laissé la place à des régimes libéraux et démocratiques, le principal obstacle idéologique à l'entrée dans la communauté européenne s'en trouvait levé. D'ailleurs, le 31 août 1990, la RDA avait joint la RFA, réunification sanctionnée par le traité du 3 octobre tandis que Berlin était proclamé capitale de l'Allemagne réunifiée, le 20 juin 1991.

Bientôt, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et même les républiques baltes se portèrent candidates à l'entrée dans la CEE. Toutefois, le trop grand écart entre les situations économiques s'y opposait, du moins momentanément. Mais, ne pouvant rester insensible à ces demandes, l'Europe occidentale offrit des accords de libre-échange à certains d'entre eux (Républiques baltes, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie)

Dans un premier temps, ce fut le Conseil de l'Europe qui accueillit la Hongrie le 6 novembre 1990, la Tchécoslovaquie le 21 février 1991, la Pologne le 26 novembre 1991, et la Bulgarie le 7 mai 1992.

En janvier 1995, la désormais Union Européenne acceptait en son sein l'Autriche, la Suède et la Finlande. Puis à Nice, en décembre 2002, l'Union Européenne décida d'intégrer 10 nouveaux Etats dont 8 appartenaient à l'ancien bloc

de l'est qui entrèrent officiellement en mai 2004. Enfin, en janvier 2007, la Roumanie et la Bulgarie rejoignirent l'Union, portant à 27 le nombre d'Etats-membres.

De prime abord, l'élargissement entraîna un surcroît de force pour l'Union qui atteignit 500,9 millions d'habitants. Cette montée en puissance ne pouvait que modifier d'abord la géopolitique économique européenne et mondiale. En effet, la place de l'Europe se trouve renforcée d'abord en Europe, face à la Russie, ou encore dans le monde, face aux Etats-Unis ou à l'Asie. Elle pèse désormais plus lourd et peut devenir une rivale importante dans un monde, aujourd'hui, largement dominé par la puissance américaine.

Bien sûr, l'opposition ou la rivalité politique ne peut être validée qu'au prix de la consolidation de l'unité politique, une unité politique qui se trouve loin d'être concrétisée, dans la mesure où une large partie des Etats membres de l'Union sont aussi membres de l'OTAN. Cette double affiliation introduit, par conséquent, des fissures antagonistes au sein même de l'Union qui ne peuvent que fragiliser la cohérence de l'Union.

Ensuite pour l'Union elle-même, l'élargissement contribue à déplacer le centre de gravité vers l'est. L'Allemagne réunifiée devient l'Etat le plus important en population et en superficie (16,5% de la population de l'Union), de plus, sa position géographique lui confère le privilège de servir d'espace pivot situé au centre de la nouvelle Union. Le versant occidental constitué du Royaume-Uni ou de la France s'en trouve défavorisé en tant qu'espace central, même si son poids urbain et économique lui laisse encore beaucoup d'importance.

Enfin, l'élargissement de l'Union repose la question des limites à assigner à la construction européenne. Une question particulièrement sensible lorsque la Turquie, l'Ukraine, voire le Maroc demandent leur intégration. Alors où l'Europe s'arrête-t-elle ? Quel dénominateur commun peut-on lui attribuer ?

## **II - LE RENFORCEMENT DE L'UNITÉ EUROPÉENNE.**

En décembre 1991, le Sommet de Maastricht qui fut à l'origine du traité homonyme signé le 7 février 1992, accentua l'unité de la CEE en prévoyant son changement d'étiquette pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993, la création de la citoyenneté européenne, d'une monnaie commune, et même l'élaboration d'une politique étrangère commune.

L'Euro entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ne concerne toutefois ni le Danemark, ni le Royaume-Uni, ni la Suède. De même les accords de Schengen qui comportent depuis le 21 décembre 2007, 24 Etats (27 Etats-5 (R-U ; Irlande ; Bulgarie ; Chypre ; Roumanie) = 22+2 (Norvège ; Islande) ne sont pas généralisés à l'ensemble de l'Union. Autrement dit, l'ensemble des liens que l'Union a tissé ne fait pas l'unanimité.

Le principe de l'union politique depuis longtemps posé fut relancé dans le cadre de l'élaboration d'une constitution européenne, une première fois rejetée en décembre 2003. Remise sur l'établi en 2004-2005, elle achoppa sur les référendums négatifs de la France d'abord, le 29 mai 2005, des Pays-Bas ensuite. La signature du traité de Lisbonne, le 13 décembre 2007 qui réorganise l'Union européenne et devra entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 relance quelque peu l'aspect politique de la construction européenne.

Le profilage de l'unité politique permet seul de poser l'hypothèse de la promotion politique de l'Europe sur la scène internationale adossée aux réalités de la puissance économique européenne. Bien entendu, l'union politique servirait aussi de fondement à une totale réconciliation européenne exempte de conflit ou de guerre, à tous jamais ? Comme, peut-être, la disparition de l'URSS l'avait laissé croire, alors qu'en réalité, l'anéantissement du communisme pu laisser jaillir les revendications nationalistes jamais complètement éteintes.

### III - L'EXPLOSION NATIONALISTE.

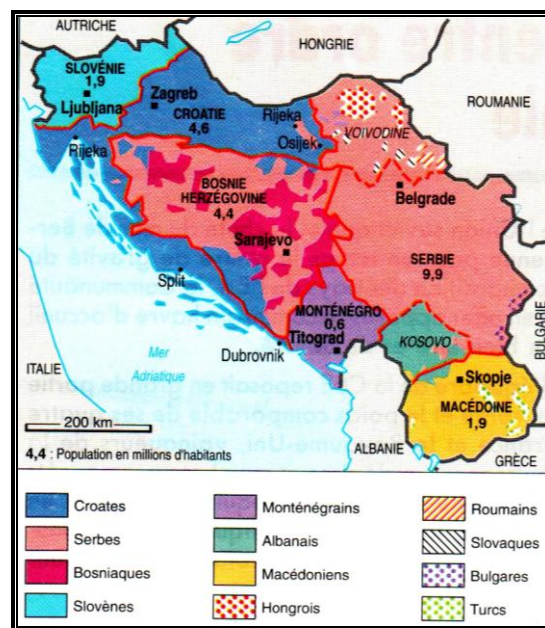
Les Balkans ont toujours été le lieu d'affrontements identitaires fort nombreux surtout lorsque les empires qui les dominaient s'effondraient tels l'Empire ottoman à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ou l'Empire autrichien en 1919, ou encore, aujourd'hui, l'empire communiste en 1991. En cédant, en effet, l'Empire soviétique fit rejaillir les germes des revendications nationalistes longtemps étouffées par la présence d'une idéologie internationaliste pesante.



Le premier exemple, pacifique, fut celui de la Tchécoslovaquie, Etat binational qui ne tarda pas à se scinder le 26 août 1992, afin de donner naissance à une République Tchèque et à la Slovaquie.

Un deuxième exemple peut être donné par la Moldavie dont le souhait d'être rattachée à la Roumanie se heurte au souhait d'une partie de sa population russophone localisée en Transnistrie de rester indépendante, ce qui donna des affrontements à partir de mars 1992, dont la Russie se mêla.

Un troisième exemple nous est donné par la décomposition de la Yougoslavie. La Yougoslavie était née, en 1919, de la double volonté des Slaves du sud, manifesté dans le pacte de Corfou (1917), et des artisans des traités de paix de 1919. Le royaume serbo-croate qui en était sorti était un Etat pluriethnique et multiconfessionnel, néanmoins dominé par la population et le territoire serbes plus importants. Après la guerre, le maréchal Tito en devint le maître et tint d'une main de fer les nombreuses minorités déjà animées de sentiments nationaux jamais éteints, et de ressentiments à l'égard des Serbes dominants.



Dans la foulée du réveil général, à l'est, des nationalismes la Croatie et la Slovénie réclamèrent leur indépendance dès février et mai 1991. Belgrade refusant, les affrontements éclatèrent à partir de juillet 1991 et les deux Etats proclamèrent alors leur indépendance le 23 décembre 1991, qui fut reconnue par la CEE en janvier 1992, puis par l'ONU, au mois de mai 1992.

Partie prenante de ce mouvement, la Bosnie revendiqua aussi son indépendance le 15 octobre 1991, en dépit d'une population comportant une très forte minorité serbe et chrétienne qui motiva l'intervention de l'armée serbe dès le mois de mars 1992. L'affrontement s'étendit et se compliqua entre l'armée bosniaque d'une part, l'armée serbe d'autre part, et des milices serbo-bosniaques enfin. Sarajevo, Gorazde, Mostar furent mises à feu et à sang, plongés dans les massacres et l'épuration ethnique, alors que l'indépendance de la Bosnie était reconnue par la CEE le 6 avril 1992, et par l'ONU le 22 mai.

En vertu de cette double reconnaissance, le Conseil de sécurité de l'ONU vota la résolution n°757 datée du 30 mai 1992, qui permit l'envoi d'une FOR.PRO.NU dès juillet 1992. Mais la Force de protection de l'ONU ne disposait pas des moyens pour mettre fin aux combats, et il fallut attendre l'intervention de l'OTAN décidée en 1994 pour solder les combats. Le retour de la paix, le 14 décembre 1995, se fit au prix du partage de la Bosnie en vertu d'un plan établi en novembre 1995 portant création d'une fédération croato-bosniaque et d'une république serbe.

Enfin, ce fut le tour du Kosovo, région méridionale de la République fédérale yougoslave formée du Monténégro et de la Serbie depuis le 27 avril 1992. Le Kosovo qui jouxte la Macédoine et l'Albanie était composé d'une part de population serbe et d'une part albanaise qui avait émis des vœux en faveur de son indépendance depuis septembre 1991. En 1995, l'armée serbe fut envoyée afin de procéder à l'épuration ethnique à l'encontre des Albanais provoquant le début des combats dès les mois de février-mars 1998. Le double échec des rencontres de Rambouillet et de Paris en février et mars 1999 détermina l'intervention de l'OTAN du 24 mars au 9 juin 1999 soldée par le passage du Kosovo sous le contrôle de l'ONU (force multinationale + administration) jusqu'à l'acquisition officielle de l'indépendance le 17 février 2008, indépendance non reconnue par la Serbie et accompagnée d'échauffourées frontalières.

Dans les deux cas, de la Bosnie et du Kosovo, le règlement des affrontements s'est fait grâce à l'intervention de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis, plus que de l'Union européenne amputée de sa cohésion politique et de son unité militaire. L'échec de l'Union européenne dans le traitement de la question yougoslave, qui avait laissé se réaliser combats et massacres à ses portes durant quelques années, accrédita l'idée de l'impuissance européenne et de l'absence de

*Paris, 2 novembre 2004-29 avril 2007.*